

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 décembre 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte", a donné le 8 décembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 december 1995 door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het éénsluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of van de medewerking van een architect", heeft op 8 december 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Il est nécessaire que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adopte sans retard l'arrêté déterminant les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte, de manière à ce qu'il puisse être fait face au nombre excessif de demandes de permis d'urbanisme, qui sont soumises à l'avis du fonctionnaire délégué par rapport aux moyens humains et matériels dont il dispose et dont l'importance est cependant minime.

Il convient, dans un souci de simplification et d'allègement des procédures, d'assouplir les conditions actuellement imposées par l'arrêté du 29 juin 1992 et d'étendre à des cas similaires, la liste des actes et travaux qui ne requièrent pas de permis d'urbanisme, d'avis du fonctionnaire délégué ou d'intervention d'un architecte".

*

*

*

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Il résulte de l'article 84, § 2, et de l'article 117 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme que des travaux ou des actes

.../...

ne peuvent être dispensés du permis d'urbanisme ou de l'avis conforme du fonctionnaire délégué qu'en raison de la "minime importance" de ces travaux ou actes.

On peut se demander si cette condition est remplie dans tous les cas. Ainsi, à titre d'exemples, l'article 2 énumère, parmi les actes et travaux en voirie dispensés de permis d'urbanisme, "la pose, le renouvellement ou le déplacement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que ... (des) collecteurs de moins de 1,25 mètres de hauteur", ou encore "la pose, le renouvellement ou le léger déplacement des câbles, conduites et canalisations situés dans l'espace public", sans davantage de précision. Il va de soi que, dans certains cas, la réalisation de tels travaux ne pourra être qualifiée de "travaux de minime importance".

Par ailleurs, le même article considère que le déplacement de ces dispositifs d'évacuation d'eau ainsi que des câbles, conduites et canalisations constitue un travail de minime importance, lorsque le déplacement est "léger". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi un déplacement important de ces dispositifs d'évacuation d'eau ainsi que des câbles, conduites et canalisations requerrait un permis d'urbanisme, alors que la pose ou le renouvellement de ces mêmes infrastructures en seraient dispensés.

2. Sous peine de violer le principe de l'égalité devant la loi, les distinctions qui résultent de l'arrêté en projet entre les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou

.../...

de l'intervention d'un architecte et ceux qui ne bénéficient pas d'une telle dispense doivent reposer sur des critères justifiés par des motifs pertinents au regard des objectifs qui doivent être poursuivis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Dans le bref délai imparti, le Conseil d'Etat n'a pu vérifier si l'arrêté en projet satisfait pleinement à cette condition. L'attention est toutefois attirée sur ce que, comme en a convenu le délégué du Gouvernement, il n'est pas justifié, étant donné le souci des autorités de la Région de Bruxelles-Capitale de "restaurer l'attractivité résidentielle" de celle-ci (1), d'organiser un régime qui ne prévoit aucun cas de dispense de permis d'urbanisme lorsqu'un bureau est converti en logement, alors que la modification de l'utilisation ou de la destination d'une partie d'un logement en vue de lui donner une affectation de bureau est, quant à elle, aux conditions qu'indique l'article 1er, 7°, de l'arrêté en projet, dispensée de permis.

3. Plusieurs des termes qu'utilise l'arrêté en projet demandent à être définis de manière précise. Lorsqu'un concept utilisé dans l'arrêté en projet l'est également dans les prescriptions urbanistiques du plan régional de développement, il convient, dans un souci de sécurité juridique et de cohérence, de lui donner la même définition que celle que prévoit le glossaire des principaux

(1) Voir en ce sens, en particulier, les "lignes de force" du plan régional de développement.

termes utilisés dans les prescriptions urbanistiques du plan.

L'arrêté en projet doit être revu à la lumière de cette observation.

4. L'arrêté en projet contient un grand nombre d'énumérations qui sont introduites par les mots "notamment" ou "tel que".

Cette manière de s'exprimer ne convient pas dans un texte réglementaire. Il appartient au Gouvernement de mentionner tous les éléments qu'il souhaite viser dans les énumérations qu'il prévoit.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Alinéa 1er (nouveau).

L'article 4, alinéa 3, de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, qui habilite le Gouvernement à dispenser certains actes et travaux de l'intervention d'un architecte et qui constitue, par conséquent, la base juridique de l'article 6 du projet, doit être visé au préambule. Un alinéa 1er nouveau rédigé comme suit doit donc être introduit dans le préambule :

.../...

"Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;".

Alinéa 1er (devenant l'alinéa 2).

Dans le préambule, la référence à un texte doit se faire avec la mention de toutes les modifications expresses et encore en vigueur que celui-ci a subies. Il y a donc lieu de rédiger ainsi le premier alinéa, devenant le deuxième :

"Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 84, § 2 et 117, modifiés par l'ordonnance du 23 novembre 1993;".

Dispositif.

Article 1er.

1. Certains des éléments que le texte en projet désigne comme étant des "actes" ou des "travaux" dispensés de permis ne constituent pas, à proprement parler, des "actes" ou des "travaux".

Il en va ainsi des éléments que mentionnent le 1^o, le 2^o, le 4^o, le 5^o et le 6^o.

.../...

Le texte doit être revu en veillant à ce que les éléments énumérés consistent en des "actes" ou en des "travaux" (1).

Une observation analogue vaut pour l'article 4 et pour l'article 5, 2º.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 7º, de l'accord du délégué du Gouvernement, il convient de remplacer les mots "l'utilisation partielle d'un logement en bureaux" par les mots "la modification de l'utilisation ou de la destination d'une partie d'un logement en vue de lui donner une affectation de bureau".

Une modification analogue sera apportée à l'article 5, 16º, 17º, 18º (2) et 19º.

3. Au 7º, a, de l'accord du délégué du Gouvernement, le mot "effective" sera remplacé par le mot "principale".

(1) Ainsi, par exemple, au 4º, on remplacera les mots "les enseignes" par les mots "le placement d'enseignes".

(2) Sous réserve de l'observation générale nº 2.

La même observation vaut pour l'article 5, 16° et 17°.

Le texte néerlandais du 7°, b), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au 8°, le texte doit préciser davantage, en utilisant la terminologie prévue par la législation à laquelle il est fait référence, les catégories de "mesures de protection" qui sont visées.

En outre, il y a lieu de mentionner aussi les biens qui ont été classés en application de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

La même observation vaut pour l'article 5, 3°, 5°, 6°, 8° et 9°.

Dans le texte néerlandais de la phrase introductive du 8°, il y a lieu d'écrire "met toepassing van" au lieu de "in toepassing van". La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 2.

Le seul pouvoir accordé au Gouvernement par l'article 84, § 2, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991 consiste à "arrêter la liste des travaux et actes qui ... ne requièrent pas un permis". Cette disposition ne donne pas au Gouvernement le pouvoir d'imposer l'obligation de

.../...

notifier aux autorités publiques la date du début de travaux qui sont dispensés de permis.

Par conséquent, au 4^o, les mots "avec, sauf en cas d'extrême urgence ... un mois avant celle-ci" doivent être omis.

Dans le texte néerlandais de la phrase introductive, il y a lieu d'écrire "van de werken" au lieu de "op de werken".

Le texte néerlandais du 1^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. Dans la phrase introductive, comme en a convenu le délégué du Gouvernement, le mot "ou" doit être remplacé par le mot "et".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est la portée exacte de la troisième condition relative au caractère répétitif des actes et travaux en voirie. Faut-il considérer que la répétition des mêmes actes et travaux en voirie a pour conséquence que ces travaux deviendraient de minime importance et seraient, par conséquent, dispensés de permis d'urbanisme, ou bien, au contraire, que leur caractère répétitif aurait pour effet de rendre des actes et travaux qui, considérés individuellement, sont de minime

.../...

importance, comme requérant l'octroi d'un permis d'urbanisme ?

Il appartient aux auteurs du projet de prendre clairement position à cet égard.

Par ailleurs, alors que l'article 84, § 2, de l'ordonnance précitée impose au Gouvernement de déterminer lui-même quels sont les actes et travaux qui, en raison de leur minime importance, ne sont pas soumis à permis, dans l'article examiné, le Gouvernement se contente de définir ces travaux en se référant à cette même notion de "minime importance".

Le texte doit être revu à la lumière de cette observation.

Le texte néerlandais du 3^o, a) et b), devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

1. Au 1^o, on écrira "l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", cette

.../...

ordonnance n'ayant pas été visée dans un des articles précédents de l'arrêté examiné.

2. Le 5°, le 6° et le 8° appellent les observations suivantes :

- a) la présentation et la rédaction de ces dispositions gagneraient à être allégées;
- b) le premier plan régional d'affectation du sol n'ayant pas encore été arrêté, les mots "ou des zones qui en tiennent lieu dans le plan régional d'affectation du sol" doivent être omis;
- c) au 5°, le mot "et" doit être inséré entre les mots "d'embellissement" et les mots "des espaces structurants";
- d) Aux 6° et 8°, il y a lieu de remplacer les tirets par a), b), etc.

3. Le texte néerlandais du 7°, b), devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au 12°, on n'aperçoit pas la signification, ni la portée, des mots "par propriété".

Article 6.

1. Au 8º, de l'accord du délégué du Gouvernement, les mots "la modification de l'utilisation de tout ou partie d'un bien en vue d'en changer l'affectation" seront remplacés par les mots "la modification de l'utilisation ou de la destination de tout ou partie d'un bien".

2. Au 9º, il n'y a pas lieu de rappeler quels sont les actes et travaux que mentionnent les dispositions citées de l'ordonnance du 29 août 1991.

En conséquent, les mots "à savoir :" et l'énumération qui les suit doivent être omis.

Article 8.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "De Minister bevoegd voor ..".

Observation finale.

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Il est nécessaire que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adopte sans retard l'arrêté déterminant les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte, de manière à ce qu'il puisse être fait face au nombre excessif de demandes de permis d'urbanisme, qui sont soumises à l'avis du fonctionnaire délégué par rapport aux moyens humains et matériels dont il dispose et dont l'importance est cependant minime.

Il convient, dans un souci de simplification et d'allègement des procédures, d'assouplir les conditions actuellement imposées par l'arrêté du 29 juin 1992 et d'étendre à des cas similaires, la liste des actes et travaux qui ne requièrent pas de permis d'urbanisme, d'avis du fonctionnaire délégué ou d'intervention d'un architecte".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Uit artikel 84, § 2, en artikel 117 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw blijkt dat werken of handelingen niet mogen worden vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning of van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, dan wegens de "geringe omvang" van die werken of handelingen.

De vraag rijst of aan die voorwaarde in alle gevallen voldaan is. Zo bijvoorbeeld vermeldt artikel 2 als handelingen en werken aan wegen vrijgesteld van de stede-

bouwkundige vergunning "de plaatsing, vernieuwing of geringe verplaatsing van de inrichtingen voor waterafvoer zoals ... collectoren van minder dan 1,25 meter hoogte", of verder "de plaatsing, vernieuwing of geringe verplaatsing van kabels, buizen en leidingen die zich bevinden in de openbare ruimte", zonder verdere verduidelijking. Het spreekt vanzelf dat de uitvoering van zulke werkzaamheden in bepaalde gevallen niet omschreven kan worden als "werken van geringe omvang".

Bovendien wordt in hetzelfde artikel gesteld dat de verplaatsing van die inrichtingen voor waterafvoer en van kabels, buizen en leidingen een werk van geringe omvang is wanneer de verplaatsing "gering" is. De Raad van State ziet niet in waarom voor een aanzienlijke verplaatsing van die inrichtingen voor waterafvoer en van kabels, buizen en leidingen, een stedenbouwkundige vergunning vereist zou zijn, terwijl voor de plaatsing of vernieuwing van diezelfde voorzieningen er geen zou hoeven.

2. Om te voorkomen dat het beginsel van de gelijkheid voor de wet wordt geschonden, dienen de verschillen die uit het ontworpen besluit blijken en die betrekking hebben op de werken en handelingen vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning, eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of medewerking van een architect en de werken en handelingen die niet een dergelijke vrijstelling genieten, op criteria te steunen die gerechtvaardigd worden door motieven die ter zake dienend zijn uit het oogpunt van de doelstellingen die nagestreefd moeten worden inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening.

.../...

De Raad van State heeft in de korte termijn die hem is toegestaan, niet kunnen onderzoeken of het ontworpen besluit helemaal voldoet aan die voorwaarde. Nochtans wordt erop gewezen, de gemachtigde van de Regering is het daarmee eens, dat vanwege de bedoeling van de overheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de "residentiële aantrekkingskracht" (1) van dit Gewest te herstellen, het niet gerechtvaardigd is om een regeling in te stellen die niet voorziet in een mogelijke vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning wanneer een kantoor tot woning wordt omgevormd, terwijl voor een gewijzigd gebruik of gewijzigde bestemming van een gedeelte van een woning om deze als kantoor te bezigen, onder de voorwaarden bepaald in artikel 1, 7°, van het ontworpen besluit geen vergunning vereist is.

3. Verschillende termen die gebruikt worden in het ontworpen besluit dienen nauwkeurig omschreven te worden. Wanneer eenzelfde concept gebruikt wordt in zowel het ontworpen besluit als in de stedenbouwkundige voorschriften van het gewestelijk ontwikkelingsplan, behoort dit concept ter wille van de rechtszekerheid en de samenhang dezelfde begripsomschrijving te krijgen als die welke staat in de lijst der belangrijkste termen die gebruikt worden in de stedenbouwkundige voorschriften van het plan.

Het ontworpen besluit behoort in het licht van die opmerking herzien te worden.

(1) Zie in verband hiermee, in het bijzonder de "krachtlijnen" van het gewestelijk ontwikkelingsplan.

4. Het ontworpen besluit bevat een groot aantal opsommingen die ingeleid worden met de woorden "onder meer, inzonderheid" of "zoals".

Deze wijze van formulering past niet in een regelgevende tekst. Wanneer de Regering een opsomming geeft, behoort zij alle zaken te vermelden waarop zij doelt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Eerste lid (nieuw).

In de aanhef dient te worden verwezen naar artikel 4, derde lid, van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, dat de Regering machtigt om bepaalde handelingen en werkzaamheden vrij te stellen van de medewerking van een architect en dat bijgevolg de rechtsgrond vormt van artikel 6 van het ontwerp. Een nieuw eerste lid, dat als volgt gesteld is, dient dus in de aanhef opgenomen te worden :

"Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;"

Eerste lid (dat het tweede lid wordt).

Wanneer een regeling waarnaar in de aanhef wordt verwezen uitdrukkelijke wijzigingen heeft ondergaan die nog van kracht zijn, moeten die alle worden vermeld. Het eerste lid, dat het tweede wordt, dient derhalve aldus gesteld te worden :

"Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 84, § 2 en 117, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Bepaalde zaken die de ontworpen tekst bestempelt als "handelingen" of "werken" waarvoor geen vergunning is vereist, zijn eigenlijk geen "handelingen of "werken".

Dit is het geval met de zaken die worden vermeld in 1º, 2º, 4º, 5º en 6º.

De tekst moet worden herzien en daarbij moet erop worden toegezien dat de opgenoemde zaken bestaan in "handelingen" of "werken" (1).

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 4 en artikel 5, 2º.

(1) Zo bijvoorbeeld dienen in 4º de woorden "de... uithangborden" vervangen te worden door de woorden "het plaatsen van ... uithangborden".

In de inleidende zin dient tussen het woord "worden" en het woord "volgende" het woord "de" te worden ingevoegd.

2. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in 7° de woorden "het gedeeltelijk gebruik van een woning voor kantoren", vervangen moeten worden door de woorden "het wijzigen van het gebruik of van de bestemming van een gedeelte van een woning om het als kantoor te bezigen".

Een soortgelijke wijziging moet worden aangebracht in artikel 5, 16°, 17°, 18° (1) en 19°.

3. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in 7°, a, de woorden "werkelijke verblijfplaats" vervangen worden door het woord "hoofdverblijfplaats".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, 16° en 17°.

In 7°, b), moeten de woorden "niet overschrijdt" aan het slot van de zin komen te staan.

4. In 8° moeten, door gebruik te maken van de terminologie gebezigd in de wetgeving waarnaar wordt verwezen, duidelijker de categorieën van de bedoelde "beschermingsmaatregelen" worden vermeld.

(1) Onder voorbehoud van algemene opmerking nr. 2.

Bovendien dienen tevens de goederen te worden vermeld die beschermd zijn met toepassing van de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, 3°, 5°, 6°, 8° en 9°.

In de inleidende zin van de bepaling onder 8° schrijve men "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van". Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 2

De enige bevoegdheid die bij artikel 84, § 2, van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991 aan de Regering is opgedragen, bestaat erin "de lijst vast (te) stellen van de werken en handelingen waarvoor... geen vergunning vereist is". Deze bepaling verleent de Regering niet de bevoegdheid om voor te schrijven dat aan de overheid kennis moet worden gegeven van de datum waarop de werkzaamheden, waarvoor geen vergunning is vereist, beginnen.

In 4° dienen bijgevolg de woorden "waarbij de bouwheer verplicht wordt, behalve ... één maand voor de aanvang van deze werken" te vervallen.

In de inleidende zin schrijve men "van de werken" in plaats van "op de werken".

In de bepaling onder 1° schrijve men "wijzigingen van wegverhardingen in natuursteen" in plaats van "wijzigingen aan deze in natuursteen".

Artikel 3.

1. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in de inleidende zin het woord "of" vervangen moet worden door het woord "en".

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de juiste betekenis is van de derde voorwaarde omtrent de terugkerende aard van de handelingen en werken inzake wegen.

.../...

Dient ervan te worden uitgegaan dat het terugkeren van dezelfde handelingen en werken inzake wegen tot gevolg heeft dat die werken van geringe omvang worden en bijgevolg geen stedenbouwkundige vergunning behoeven of integendeel dat de terugkerende aard ervan tot gevolg heeft dat voor handelingen en werken die, afzonderlijk beschouwd, van geringe omvang zijn, een stedenbouwkundige vergunning is vereist ?

Het staat aan de stellers van het ontwerp in dat opzicht een duidelijk standpunt in te nemen.

Terwijl artikel 84, § 2, van de voormelde ordonnantie de Regering verplicht zelf vast te stellen voor welke handelingen en werken, wegens hun geringe omvang, geen vergunning is vereist, bepaalt de Regering zich in het onderzochte artikel ertoe die werken te bepalen door te verwijzen naar datzelfde begrip "geringe omvang".

De tekst moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

In 3°, a), dient het woord "steun" vervangen te worden door het woord "onderstel" en het woord "verkeerssignalisatie" door het woord "verkeerstekens". In 3°, b), schrijve men "parkeren" in plaats van "stationeren".

Artikel 4.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 4. Van de stedenbouwkundige vergunning worden eveneens vrijgesteld voorzieningen voor sociale, culturele of recreatieve doeleinden die voor maximaal twee maanden geplaatst worden".

Artikel 5

1. In 1° schrijve men "de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", aangezien naar deze ordonnantie niet is verwezen in één van de vorige artikelen van het onderzochte besluit.

2. Bij 5°, 6° en 8° behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) de inrichting en de redactie van die bepalingen zouden eenvoudiger moeten worden gemaakt;
- b) aangezien het eerste gewestelijk bestemmingsplan nog niet is vastgesteld, dienen de woorden "of van de gebieden die hiervoor dienen in het gewestelijk bestemmingsplan", respectievelijk "of van de ruimten die gewestelijk bestemmingsplan" te vervallen;

- c) in 5° dient in de Franse tekst tussen het woord "d'embellissement" en de woorden "des espaces structurants" het woord "et" te worden ingevoegd;
- d) in 6° en 8° dienen de streepjes vervangen te worden door a), b), enz.

3. In 7°, b), dienen de woorden "parabolische antennes" vervangen te worden door het woord "paraboolantennes". Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder artikel 6, 4°. Bovendien schrijve men "het belendende eigendom" in plaats van "de belendende eigendom".

4. In de bepaling onder 12° is de betekenis noch de draagwijdte duidelijk van de woorden "per eigendom".

Artikel 6.

1. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in 8° de woorden "de wijziging van het gebruik van het goed of van een deel ervan teneinde de bestemming te wijzigen", vervangen moeten worden door de woorden "het wijzigen van het gebruik of van de bestemming van het goed of van een gedeelte ervan".

2. In 9° moeten de handelingen en werken die worden vermeld in de aangehaalde bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 niet in herinnering worden gebracht.

.../...

De woorden "met name :" en de opsomming die erop volgt dienen bijgevolg te vervallen.

Artikel 8.

Men schrijve : "De Minister bevoegd voor ...".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in de Nederlandse versie van het onderhavige advies in dat verband enige tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.

.../...